



Rapport officiel du Global Compact Leaders Summit 2021

Au fil des ans, le Sommet des leaders du Pacte Mondial des Nations-Unies (PMNU) a gagné en portée et est devenu de plus en plus populaire, attirant un nombre croissant d'entreprises souhaitant participer à la réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD). Cet événement, qui rassemble plus de 600 entreprises implantées dans 65 pays, vise à guider le secteur privé dans la construction d'une société plus inclusive, à fixer des objectifs environnementaux réalistes et ambitieux, et à définir un plan stratégique clair pour mettre en place une transition écologique au sein des entreprises. L'OJUEA a eu la chance, cette année, de participer à ces débats et d'en connaître les tenants de très près. Grâce à l'expertise et au retour d'expériences de plusieurs intervenants publics et privés, le Pacte Mondial des Nations-Unies montre aux diverses industries qu'elles peuvent être un puissant moteur de changement transformationnel et faire une réelle différence en intégrant de nouveaux principes dans leurs opérations. Ceux-ci comprennent notamment l'établissement de politiques afin de protéger les droits de l'Homme, réduire toutes les formes d'inégalités et de pauvreté ainsi qu'atteindre des émissions nettes nulles d'ici le milieu du XXIème siècle.

Pour sa récente édition, tenue les 16 et 17 juin 2021, le sommet a réuni représentants des Nations-Unies, chefs d'États, dirigeants d'entreprises et de la société civile. Pendant plus de 26 heures de programmation virtuelle continue et d'échanges sur les thématiques relatives à 10 principes du PMNU, ces derniers ont réfléchi ensemble sur des perspectives d'actions concrètes pour la transition collective vers un monde plus juste et respectueux de l'environnement. L'accent a notamment été mis sur le rôle central des entreprises dans la formulation de réponses beaucoup plus rapides et ambitieuses, susceptibles de déclencher les changements sociaux, économiques et politiques exigés par l'Agenda de 2030 des Nations-Unies.

I) Les Objectifs de Développement Durable, des objectifs à portée sociale

Atteindre les Objectifs de Développement Durables fixés par les Nations Unies passe inévitablement par la construction d'un monde plus juste et égalitaire. Cette dimension sociale se retrouve dans les 17 ODD car davantage d'égalité est nécessaire dans tous les domaines. En effet, réduire la pauvreté, garantir un accès universel à l'éducation et à la santé, veiller à l'égalité des personnes et des genres sont des objectifs qui reposent sur des valeurs communes.

Sur le plan social, il a été constaté que des acteurs du secteur privé ont mis en place certaines mesures nécessaires pour lutter contre les inégalités et discriminations de toutes sortes au cours des dernières années. Toutefois, ces efforts restent largement limités et sont insuffisants pour accéder aux ambitions de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Limités d'une part, car certaines actions restent malheureusement superficielles et renvoient davantage à du "tokenism" c'est-à-dire d'une démarche uniquement symbolique, sans réelle portée, comme ont pu le remarquer les intervenants du panel dédié au "*défi urgent des droits humains et de la justice raciale*". Il n'est pas rare, en effet, qu'une personne "de couleur" ou une femme soient désignées à certains postes au sein d'organes exécutifs, pour refléter la prétendue diversité raciale ou de genre des effectifs. Or, cela constitue souvent des progrès de façade, puisque les fonctions occupées sont rarement déterminantes dans les processus de décision et leur pourcentage sur les effectifs globaux n'est pas significatif. À titre illustratif, moins de 10% des présidents-directeurs-généraux et associés des entreprises mondiales sont des femmes, un ratio qui correspond mal avec l'image de notre société, étant donné que la population féminine compose plus de la moitié de la population mondiale.

L'inégalité prend aussi d'autres formes insoupçonnées, mais toutes aussi critiques. Dans le milieu du cinéma par exemple, la faible représentativité de personnes noires dans des rôles requérant de fortes capacités cognitives ou stratégiques (Président, Directeur, agent secret ou super héros) par rapport aux postes d'exécutant, est un autre indice qui interpelle. De plus, certaines entreprises tentent de plus en plus de mettre en avant une empreinte écologique, dans leurs communications et autres activités. Ces procédés de "greenwashing", visent généralement à obtenir

des récompenses et de la reconnaissance sans faire le moindre effort concret sur le plan climatique. Dépourvus en cela d'éthique, ils induisent les consommateurs en erreur et nuisent aux efforts honnêtes des autres entreprises.

Insuffisants d'autre part, puisque la majeure partie des entreprises à travers le monde n'a pas encore réalisé l'urgence des défis sociaux contemporains et le rôle clé de la culture, des stratégies et actions d'entreprise dans la conduite des changements envisagés. Pourtant, en œuvrant pour l'égalité raciale, de genre ou pour l'éradication de toute forme de discrimination, ce sont les droits de l'Homme qu'elles contribueraient à consolider. Leur implication est d'autant plus cruciale que le secteur privé doit et peut renverser efficacement les tendances, grâce aux divers moyens (technologiques, financiers, médiatiques) dont il dispose et leur influence sur les cultures de vie des consommateurs.

Il est apparu ainsi impératif d'élargir, accélérer et intensifier l'impact collectif mondial des entreprises. Les orateurs ont ainsi pu suggérer quelques pistes opératoires à cet effet, pour passer résolument des conversations aux actions.

L'une des ambitions dans ce cadre est d'assurer un changement de paradigme de culture et de mentalité au sein des entreprises avec des règles et procédures de gouvernance précis et transparents à même de garantir la sanction de toutes les formes et d'expressions de discrimination au seuil des milieux professionnels. Le challenge à cet égard est de changer les usages et les convictions des organes pilotes, une entreprise difficile puisqu'elle signifie renoncer à des années d'avantages et de suprématie des catégories dominantes (race blanche, gent masculine etc.). Au cours de la session de conférence "Accélérer l'ambition pour l'égalité des genres dans un monde post-covid" liée à l'ODD 8, les oratrices ont évoqué diverses manières d'adapter les milieux professionnels afin qu'ils soient propices à la diversité des genres telles que l'équité dans la protection des emplois pour les mères ou l'égalité salariale.

Dans une visée pérenne, ce changement de culture doit également pouvoir s'enraciner dans le "secteur privé d'humains", notamment la société civile et les actions individuelles. Héritage historique, culturel ou religieux, chacun de nous a, même inconsciemment, des germes de discriminations qu'il nous faut combattre. Cela revient par exemple, à inculquer aux enfants et aux jeunes des valeurs de respect de la dignité humaine dans toute sa diversité (de race, peuple, religions, sexe, etc.). Cela consiste aussi à éviter tous propos ou attitudes sexistes ou racistes dans

nos cercles familiaux, amicaux, ou professionnels pour réfléchir au-delà des stéréotypes et puiser dans les différences des solutions plus inclusives et réalisables. L'éducation au développement durable (EDD) est à cet égard, une des actions sociales les plus urgentes qui va requérir un engagement de tous.

II) Les Objectifs de Développement Durable, et leur facette économique

En septembre 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD), ont été adoptés afin de tendre vers un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ces objectifs viennent répondre aux divers défis et enjeux auxquels notre monde est confronté, à savoir la pauvreté, le dérèglement climatique, la justice ou encore la paix. Si des progrès considérables sont à noter depuis l'adoption des ODD, les efforts pour atteindre ces objectifs à horizon 2030 restent insuffisants. Alors que l'Organisation des Nations Unies met en place divers programmes et politiques pour atteindre ces objectifs, il est important que cette dernière puisse compter sur les gouvernements, la société civile, ou encore le secteur privé, afin de mettre en œuvre une action collective en accord avec les ODD, dans la continuité du Pacte mondial des Nations Unies.

Ce sommet du Pacte mondial des Nations Unies de cette année a été l'occasion de faire un point sur l'état d'avancement de la réalisation des différents principes, ainsi que de rappeler l'ambition d'une action collective stratégique dans le domaine économique. Cette volonté s'inscrit pour la mise en œuvre des différents ODD en vue de parvenir à une société juste, équitable et résiliente. Parmi les différentes conférences auxquelles l'OJUEA a eu l'honneur d'assister, divers défis relevant du domaine économique ont pu être évoqués lors de ce sommet.

Premièrement, et notamment à travers la conférence intitulée "Assurer des salaires de subsistance : un engagement pour le développement du salaire 'décent' à l'échelle mondiale", la nécessité d'assurer des salaires décents aux travailleurs a été réaffirmée. Ce défi vient répondre au premier ODD, à savoir la lutte contre la pauvreté. En cela, si celui-ci comprend l'aspect social du travail, en prenant en compte la notion de bien-être des travailleurs, il y a également un aspect économique sous-jacent, lié au pouvoir d'achat des salariés ainsi que la réputation de l'entreprise.

Lors de ladite conférence, différentes personnalités sont venues témoigner sur ce sujet : Kalpona Akter, fondatrice et secrétaire exécutive du Bangladesh Center for Worker's Solidarity ; Jean-Pascal Tricoire, PDG de Schneider Electric ; Sharan Burrow, secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale ; et Alexandra Palt, vice-présidente exécutive de la fondation L'Oréal. Ces derniers ont rappelé, avec pragmatisme, que cet idéal d'assurer des salaires décents à l'ensemble des travailleurs au sein des entreprises est loin d'être atteint. Ce défi représente un réel défi pour les entreprises, au même titre que la lutte contre la pauvreté. Afin que celui-ci soit pleinement mis en œuvre, les différents intervenants ont rappelé la nécessité d'assurer une certaine uniformisation des salaires entre les entreprises, pour que ce genre de mesure puisse être bénéfique à tous. En cela, le Pacte mondial des Nations Unies peut venir aider les entreprises à définir cet ensemble de normes relatives aux salaires de subsistance décents, afin d'accélérer le processus en cours, tout en assurant un cadre équitable entre chaque entreprise.

De plus, ce sommet a été l'occasion pour les divers intervenants de rappeler et de redynamiser la lutte contre la corruption au sein du secteur privé, qui constitue le dixième ODD du Pacte mondial des Nations unies. Les différentes conférences sur le sujet ont, pour la plupart, entrevu dans cette lutte une intersection avec la promotion et la défense des droits de l'Homme, seizième objectif des ODD. La corruption pouvant entraîner de larges conséquences sur le long terme, il semble impératif pour les entreprises de se doter d'un programme visant à lutter contre cette dernière, ainsi que contre la violation des droits de l'Homme. En ce sens, ce sommet du Pacte mondial des Nations Unies fut l'occasion de voir le lancement du "Playbook on Anti-Corruption Collective Action", permettant aux entreprises et aux autres acteurs du monde des affaires de s'unir dans cette lutte. L'action collective, fil conducteur de cette conférence, a été appréhendée comme étant le seul moyen de réaliser ce défi tout en assurant une certaine égalité entre les parties concernées, en créant des conditions de marché équitables pour tous les participants, en atténuant les risques et en offrant de nouvelles opportunités commerciales.

Les intervenants ont également encouragé la coopération entre le secteur public et le secteur privé dans cette lutte contre la corruption, en vue d'assurer des partenariats stables et durables, ainsi que la promotion de l'intégrité au sein des entreprises et dans le monde des affaires.

III) Volet Politique: Ecologie et Droits de l'Homme au Coeur du sommet

Au cœur des revendications des SDG, les luttes politiques et l'activisme pour les droits de l'Homme ont également fait partie des maître-mots de l'évènement. A l'agenda politique de la conférence, nous avons ainsi retrouvé la lutte pour la corruption et ses implications en termes politiques, ainsi que la lutte contre le réchauffement climatique.

Le constat de la corruption n'est pas un constat nouveau. Cependant, le 16ème ODD nous invite à appréhender le problème sous l'angle des droits de l'Homme. En effet, tant dans le domaine public que privé, les intervenants font le lien entre des pratiques illégales conduisant à de mauvaises gestions et l'atteinte faite aux droits de l'Homme ainsi que l'aggravation des problèmes environnementaux à travers des comportements peu scrupuleux favorisant un profit certain à l'éthique.

Comme l'explique Rachel Nicolson, Associée du département des litiges et des enquêtes chez Allens, le but du 16ème ODD fixé par l'ONU serait de pacifier la société de manière à participer à sa prospérité. Selon elle, aborder le problème de la corruption doit conduire à une réflexion sur la réduction des pots de vins, un phénomène qui va de pair avec le problème endémique de corruption.

Ainsi, comment aborder cette lutte contre la corruption ? Cela ne revient-il pas à lutter contre un ennemi bien actif mais invisible ?

A cette question, Serena Lillywhite, Directrice générale du Transparency International Australia, met en exergue la difficulté de la tâche face aux menaces qui réduisent au silence les personnes qui seraient susceptibles d'agir en faveur de la pacification des rapports et des travaux des institutions et organisations concernées. Selon elle, il est donc nécessaire d'accompagner et d'encourager les entreprises à, dans un premier temps, évaluer les risques de mauvaise gestion et/ou de corruption afin de les prévenir. Enfin, là où l'on érige et défend les droits de l'Homme et son corpus de valeurs desquelles ne sont pas dissociés les Objectifs de Développement Durable, on éloigne les dangers de la corruption. Voyons donc le verre à moitié plein et accueillons cette sortie

de crise sanitaire comme un moyen, non seulement de repenser nos modèles économiques mais également de faire en sorte que cette reprise économique soit davantage accompagnée par le dessein de la rendre toujours plus éthique. Dans cette entreprise, l'implication des médias et de la société civile est cruciale. En d'autres termes, la lutte contre la corruption et les pots de vin ne peut être efficace que si celle-ci est dans un premier temps reconnue comme une atteinte aux Droits de l'Homme et à l'environnement.

En parlant de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique fut également l'un des sujets qui a monopolisé une grande partie des débats, un enjeu listé comme étant le 13ème point des SDG. A l'agenda de cet objectif se trouvent par exemple la limitation du réchauffement de la planète à 1.5° d'ici 2100, la transformation des modes de fonctionnement des entreprises à l'échelle mondiale, ou encore l'investissement dans la finance verte. Les conférences du Leaders' Summit ayant attiré à la lutte contre la crise climatique portaient toutes d'un constat simple : la communauté internationale ne tient pas les engagements requis pour mettre un terme au réchauffement climatique. Deux conférences en particulier ont abordé en profondeur le sujet : la première intitulée 'Human Rights and Climate for a 1.5° Pathway', qui s'est attelée à lier la lutte politique du réchauffement climatique aux droits de l'Homme, et la deuxième, 'Engaging Youth in the Race' dont le but était de définir comment la jeunesse mondiale est en mesure de participer à cet effort écologique.

La conférence 'Human Rights and Climate for a 1.5° Pathway' a ainsi mentionné le travail conséquent que les acteurs privés et publics avaient encore à mettre en œuvre, et le fait que ce travail ne pouvait s'effectuer qu'à partir d'un effort collectif, rassemblant pays et acteurs du monde entier dans le but de protéger l'ultime bien commun : notre planète. Mais comme l'ont rappelé les différents intervenants, cette transition, bien que cruciale, doit rester en cohérence avec les autres objectifs des SDG, spécifiquement en termes de droits de l'Homme. Pionnier en la matière, Miguel Setas, PDG d'Energías do Brasil (EDB), a par exemple mis en place un Bureau chargé de promouvoir la diversité et l'inclusion au sein de son entreprise. Les résultats de ce bureau sont probants, puisque ses employées proviennent de 41 pays différents. Il a par ailleurs souligné le devoir des personnes occupant des postes à hautes responsabilités de conserver un contact humain avec leurs employés, surtout en ce qui concerne leur santé mentale et leur bien-être au sein de l'entreprise.

Joao Zuquete da Silva, représentant de l'opérateur de télécommunication portugais, Altice Portugal, a également marqué la nécessité d'adapter le fonctionnement des entreprises aux aléas de la crise climatique. Ainsi, ce dernier a mis en exergue le fait que la lutte contre le réchauffement climatique était, certes un effort collectif, mais qui partait tout d'abord d'une responsabilité individuelle. En ce qui concerne les entreprises, cela signifie par exemple de s'assurer que leur approvisionnement en énergie provienne de ressources renouvelables, une mesure qui permet de donner plus de puissance à la finance durable, et donc d'imaginer plus de projets. L'investissement dans les nouvelles technologies, telles que l'hydrogène vert, ou les voitures électriques est par ailleurs tout à fait primordial.

La seconde conférence, portant sur un sujet similaire, a su développer le rôle que la jeunesse avait à jouer dans cette lutte collective. Gonzalo Munoz, entrepreneur chilien et détenteur du titre de 'Climate Champion' de 2019, a ainsi appelé les jeunes à 'se salir les mains' dans ce qu'il considère une 'course contre la montre.' Or, comme l'a démontré Farai Chireshe, analyste en bioénergies pour le WWF, la mise en place des politiques pour le climat apparaît malheureusement encore comme quelque chose d'inaccessible pour la jeunesse, et plus particulièrement pour la jeunesse africaine. Ce fait entre d'autre part en contraste avec la place essentielle qu'occupent les innovateurs africains en matière d'écologie, dans la mesure où ces derniers se trouvent au premier plan de la lutte contre le réchauffement climatique et le développement durable.

Après avoir donné la parole aux experts, ce sont les étudiants et jeunes eux-mêmes qui ont pu mettre des mots sur le plus grand défi de notre génération. Emily Shuckburgh, étudiante à l'Université de Cambridge, et Valeria Soto, étudiante et représentante de WWF Mexique, ont ainsi successivement défini les étapes cruciales de la lutte contre le réchauffement climatique, et l'implication de la jeunesse dans cette dernière. En premier lieu, ces dernières ont souligné le besoin d'unification et de création de groupes de réflexion afin que les jeunes se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls face à cette crise d'envergure mondiale. Une fois ces groupes de réflexion créés, il s'agirait selon elles de diffuser les connaissances et savoirs sur le sujet, afin d'éviter la désinformation, tout en promouvant la coopération locale, puis régionale, et enfin internationale. Des exemples de telles organisations d'ores et déjà, comme par exemple la Green Africa Youth Organization qui a su mettre en place un engagement collectif au niveau local.

En réalité, ces conférences ont mis en exergue le fait que l'engagement pour la cause écologique reste un investissement, un chemin sur le long terme, qu'encore trop peu d'acteurs publics et privés

ont emprunté. L'idée est que le règlement de la crise climatique est un effort individuel, qui doit se retranscrire en quelque chose de collectif, ou en d'autres termes, que lorsque les acteurs s'engagent, ils créent un effet 'boule de neige' encourageant leurs homologues à faire de même.

Si ce sujet a occupé une telle place, c'est bel et bien parce que l'enjeu est crucial pour les SDG. Le délai de 2030 fixé par les SDG est d'autant plus pressant que les catastrophes d'ordre naturel s'aggravent d'année en année. En 2018, les catastrophes naturelles (sécheresses, incendies massifs, ouragans, inondations) ont touché plus de 39 millions de personnes dans le monde, et l'année 2019 a été déclarée comme étant la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée. Face à de tels faits, une coopération liant tous les acteurs doit se mettre en place, les engageant à tous les niveaux (local, régional et international). Alors, cette coopération représente certes un investissement sur le long terme, mais un investissement nécessaire pour le bien de la planète. L'OJUEA remercie ses partenaires et le Pacte Mondial de l'ONU pour l'avoir convié à cet événement d'envergure mondiale. Nous réaffirmons notre confiance aux institutions de l'ONU, et nous réjouissons de toutes les coopérations futures entre notre organisation, et les leurs.

Ce rapport a été rédigé par Matthis ROECKHOUT, Thomas CASTELLI, Luna VITAL-DURAND, Fabien MAHÉ, Emilie NGOMEN et Valentin BOSSHARD

